Extraits d'un entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec RTL le 14 mai 2013, notamment sur la situation en Syrie.

2013-05-14

(...)

Q - Dossier syrien : 80.000 morts, crise très grave qui menace de déstabiliser toute la région. La Russie et les États-Unis projettent d'organiser une conférence pour tenter de résoudre cette crise. Tous les acteurs du dossier syrien seraient convoqués à cette conférence, y compris Bachar Al-Assad le président syrien, malgré le sang qu'il a sur les mains.

R - Non.

Q - Bachar Al-Assad, le pouvoir syrien ne seront pas présents à cette conférence ?

R - L'idée, c'est de faire un gouvernement de transition qui reprenne les pouvoirs de Bachar Al-Assad, donc Bachar Al-Assad de fait sera écarté.

Q - Ce n'est pas si net que cela dans l'esprit des organisateurs, notamment des Russes.

R - Si. J'ai souvent au téléphone Sergueï Lavrov...

Q - Il y a beaucoup d'ambigüité sur la question...

R - Il y a de l'ambigüité, mais il y avait déjà de l'ambigüité dans les conclusions de la réunion de «Genève 1» en juin dernier. Nous nous étions mis d'accord - j'étais un de ceux qui ont tenu la plume - et puis nous avons eu des interprétations divergentes. Pour revenir à «Genève 2», j'y suis tout à fait favorable mais c'est très difficile. Premièrement, il faut d'abord rassembler justement les parties prenantes, ce n'est pas évident. Il faut réunir à la fois des gens de l'opposition et puis des gens proches du régime qui n'ont pas de sang sur les mains ; donc c'est très compliqué. Deuxièmement, il faut absolument que l'on dégage une solution pour la suite pour que ce gouvernement de transition reprenne l'ensemble des pouvoirs, c'est ce qui était déjà prévu dans «Genève 1» mais qui n'a pas réussi. Troisièmement, il faut arrêter l'extension du conflit aux régions voisines. Aujourd'hui, le conflit syrien menace de devenir international. C'est déjà un conflit international. Donc clairement, la France est pour «Genève 2» ; même si c'est très difficile, nous y travaillons. Je me suis entretenu hier avec

John Kerry et avec toute une série d'autres collègues et on avance. La France y prend sa part.

Q - Bachar Al-Assad pour être précis, peut-être pas directement, mais sans doute de très fidèles à lui, ne doivent pas être présents à cette conférence internationale ?

R - Certainement pas. Le texte de «Genève» qui est la base pour «Genève 2» dit qu'il y aura un gouvernement dotés des pleins pouvoirs et qui sera formé par consentement mutuel. Cela veut dire trois choses : un gouvernement différent de l'actuel ; un gouvernement qui aura les pleins pouvoirs, donc sans Bachar Al-Assad; un gouvernement mis en place par consentement mutuel. Jamais les résistants n'accepteront qu'il y ait Bachar. Les Russes ont un peu bougé, les Américains aussi, nous aussi. Nous essayons tous de trouver une solution.

Q - On n'y voit pas très clair en fait pour vous dire la vérité...

R - Il y a encore du travail, c'est pour cela que je vous dis que c'est très difficile.

Q - On a compris lors de la conférence de presse de John Kerry et de M. Lavrov que précisément John Kerry avait plutôt fait un pas vers l'idée que le départ de Bachar Al-Assad n'était pas, a priori, demandé.

R - Ce n'est pas a priori, on ne lui demande pas de démissionner avant le début de la conférence. Cependant, à partir du moment où vous avez un gouvernement de transition qui a tous les pouvoirs, Bachar n'a plus de pouvoir. Cela dit Jean-Michel Aphatie, je vous le répète, c'est très souhaitable parce qu'il faut arrêter ce massacre, mais c'est très difficile.

Q - Conférence éventuellement en juin si elle peut se...

R - On essaie de travailler pour la fin mai. Il y aura des étapes intermédiaires. En principe, on doit se voir à la fin de la semaine prochaine, probablement en Jordanie, peut-être ensuite à Paris.

Q - Autre crise, crise malienne, demain une conférence des donateurs à Bruxelles, quel est le but de cette conférence Laurent Fabius ?

R - Le but est le suivant : la sécurité a été dans l'ensemble rétablie, il faut maintenant la démocratie, c'est-à-dire le dialogue et le développement, qui vont ensemble. Pour cela, nous avons besoin d'argent. L'Europe, la France et le Mali ont convoqué une conférence internationale qui sera présidée par MM. Jose Manuel Barroso, François Hollande et Diacounda Traore. Il s'agit de trouver à peu près 1,9 milliard d'euros. Les choses se présentent bien, il y aura une centaine de pays représentés, une dizaine de chefs d'État et je pense que là, on peut dire qu'on est en train de gagner la guerre et qu'il faut maintenant gagner la paix et pour cela, il faut du développement économique.

Q - 1,9 milliard pour aider le Mali à se développer et la perspective d'élection en juillet qui est maintenue ?

R - Oui, c'est indispensable et d'ailleurs ces sommes ne seront pas débloquées s'il n'y a pas, en même temps, un progrès démocratique.

(...).

source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 16 mai 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/187909-laurent-fabius-14052013-situation-en-syrie